

L'industrie des technologies de l'information s'invite dans la campagne présidentielle 2012

Représentant près de 40 000 emplois directs en France, défendant les intérêts de ses adhérents (Bull, Dell, HP, IBM, Intel, Lexmark, Xerox, etc.) auprès d'organismes privés et publics, le **Syndicat de l'industrie des technologies de l'information (SFIB)** publiera « *très prochainement* » un livret intitulé « *en 2012, innovons tous ensemble !* » à l'attention des candidats à la présidentielle. Le Syndicat a indiqué lundi qu'il y aborderait les enjeux suivants :

- l'innovation numérique dans les domaines industriels, économiques et sociétaux ;
- la coopération entre acteurs de l'écosystème, citoyens inclus ;
- la transformation des spécificités françaises en opportunités compétitives.

Du calcul intensif à la culture numérique

Le Syndicat tient à réaffirmer l'impact considérable sur la **croissance économique nationale**, plus particulièrement sur l'**emploi**, des technologies de l'information (outils, développement, usages). Son livret couvrira des thématiques comme le calcul intensif, la neutralité des réseaux ou encore la culture numérique (législation et poids des lobbies). À ce sujet, le Syndicat a déclaré par voie de communiqué redouter « *la perspective d'une fiscalisation générale (et l'introduction) d'une notion d'élargissement de redevance ou d'une fiscalité spécifique pour le secteur du cloud computing (...), alors même que son développement constitue le fer de lance du numérique en France dans les univers professionnels.* »

Avant de poursuivre : « *le développement du numérique nécessite des arbitrages sur de nombreux aspects et notamment de gouvernance, dans un esprit d'ouverture et de progrès.* » Ainsi, les autorités et les élus en place, à ce jour, ne sauraient limiter l'appellation « *numérique* » au seul secteur 'grand public'. Ils devraient, en revanche, prendre davantage en considération les environnements et applications professionnels. En outre, les débats (R&D, logistique, propriété intellectuelle, protection des données) devraient être portés sur les scènes européenne et internationale.

L'initiative du SFIB fait suite à des démarches similaires d'organisations et associations de la filière numérique, dont la chambre professionnelle [Syntec Numérique](#) et les associations [EuroCloud France](#), [AFDEL](#) (Association Française des Éditeurs de Logiciels), [ADULLACT](#) (Association des développeurs et des utilisateurs de logiciels libres pour l'administration et les collectivités territoriales) et [APRIL](#) (Association de promotion et de défense du logiciel libre).